

## Le vote du pacte Kellogg par la Chambre

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

### La Société des Nations

Il faut montrer la Société des Nations telle qu'elle est, continue M. Brand. Elle a traversé d'abord des périodes d'ironie. Il faut ensuite évoquer qu'elle a su durer, qu'elle a réussi tout ce qu'elle a fait, c'est une chose évidemment à la délibération l'inspiration puise abour de la réalité, mais il faut que, quand on appelle devant les nations, de toutes les nations, tombe le cri, Un seul non, et tout sera perdu.

S'exprimant sur la question du désarmement, M. Brand montre tous les efforts faits par la France pour répondre ce grave problème. Il rappelle ensuite les cas de guerre qui ont été résolus par l'organisation de Genève. Il pose le problème des opérations honorables, venus en 3, 4 fois devant la D.N.A. Les conflits étaient déjà déclarés. Les militaires créaient : et ces conflits ont été heureusement arrêtés. Pour avoir donc pourvoir l'œuvre de l'entente pour la paix, il faut avoir la loi. Il faut avoir confiance dans la lancéandisme. La loi qui maintient malgré les iniquités des dirigeants, la loi qui empêche les obstacles éternels de l'opposition, la loi forte de toutes les frontières, qui doit être lancée dans la confection des pouvoirs (applaudissements).

### Le Pacte de Paris

Le pacte de Paris est un contrat international qui met entre la main des peuples comme un dépôt la garantie de toute association. Mais les sanctions morales ne sont pas suffisantes. Tous ces deux derniers points sont malheureux.

Pour prouver que les forces romaines comptent de plus en plus, M. Brand montre alors l'Allemagne ne cessant de se défendre d'avoir la responsabilité de l'abominable catastrophe de 1914. « On est sûr, ajoute-t-il, qu'il n'est plus un remble qui excepterait bénévolement devant le monde une telle responsabilité. » Viva l'armée !

Après avoir souligné que le pacte de Paris ne défit rien, M. Brand termine par ces termes :

« Les Nations, qui ont signé le pacte de Paris, ont rendu la discussion au Sénat Américain. Des orateurs ont pu dire que l'Amérique devrait également se signaler par son rôle qui aurait déclaré la guerre. Irritamment ou, au contraire, avec une certaine gêne, il demande la permission de l'Amérique d'un acte concrète. C'est l'Amérique qui possède la partie pour la faire échouer. Elles déclinent ce pacte si aucun signataire de ce pacte venait à échouer. Cela en provoquant une énergie, le gouvernement américain accepterait sans doute l'entente. Les Américains ont voté pour la guerre. Il faut que l'on puisse donner à celle-ci un ton criminel. Le moyen de permettre aux criminels d'en tirer bénéfice. Il y a donc, il y aurait aux États-Unis une telle révolte de la conscience nationale, que ce serait une impossibilité morale. » (Appl.)

### La sécurité des peuples

Je considère pourtant le ministre des Affaires étrangères, il y a dans le Pacte de Paris une volonté morale qui est un nouvel acte de la guerre, mais je serais bien ravi si vous disiez : cela est suffisant. Le Pacte doit entraîner les peuples dans le vole du désarmement. Dans cette voie, la France est obligée, sans doute, de tenir compte de certaines considérations. Les gouvernements qui n'avaient pas certaines préoccupations n'avaient pas le sens de leur sécurité, lors de leur service à cause de la nécessité de faire courir au moins un certain danger de guerre. (Appl. à droite et à centre). Il ne fait pas que les gouvernements sévères saluent les victimes de leur générosité. (Appl. même banc).

### Conclusion.

M. BRIAND conclut : « Je vous dis dans ces conditions : c'est un Pacte qui peut être ratifié sans arrière-pensée politique, car il dénonce la guerre comme un crime. Les représentants de la France ne peuvent-ils pas le ratifier à l'unanimité ? Si cette unanimité ne se réalise pas, j'espère du moins que le nombre des votants fera oublier certaines déféctions absolument incompréhensibles. »

Le ministre des Affaires étrangères, quand il regarda la salle, étonnamment applaudissante pour l'unanimité de la Chambre, & l'exception de quelques communistes.

La séance fut suspendue ensuite pour quelques instants.

### Explanations de vote

A la reprise, le lieutenant-colonel FABRY expose les raisons pour lesquelles ses amis votent pour. Il demande que les nations de bonnes fées s'engagent vers le désarmement et il réclame des sanctions immédiates contre tout agresseur.

M. Paul SIMON déclare, au nom des démo-crates populaires, qu'il votera la ratification du Pacte en se faisant honneur de ce vote. La discussion générale est close.

Le Président lit l'article unique ainsi concu : « Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter le pacte de paix, lorsque l'assemblée nationale voterait pas le pacte. » M. L. Dumont, Bertrand de la Ferronnay, Duval Arnould, l'abbé Drangéras disent qu'ils voteront.

Enfin, l'article unique du projet de loi, mis au point, est adopté par 570 voix contre 15.

M. BRIAND dépose sur le bureau de la Chambre le projet concernant le gouvernement à adhérer à l'acte général d'arbitrage.

Et la séance est levée.

### MM. Vidal et Des Rotours élus secrétaires

À l'issue de la séance, la Chambre a procédé à l'élection de deux secrétaires, MM. MM. Vidal et Des Rotours ont été élus par 295 et 290 voix.

FEUILLETON DU 2 MARS 1929. — N° 7



PREMIÈRE PARTIE

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS

Le comte de Lornac s'est ruiné en de folles orgies. Pour retrouver sa fortune, il veut épouser sa maîtresse, la femme du riche entrepreneur Durandeau. Le comte n'hésite pas à supprimer le mari, pour mener à bien son projet. Il a donc été résolu de faire de Durandeau et lui, un envieux, une telle amitié démentie que la femme, à 9 h. 30, le comte a l'intention de tuer l'entrepreneur et de faire croire à un suicide. Ayant pris ses dispositions pour écarter les soupçons, il se rend au bureau du procureur, où il a été arrêté par le juge d'instruction.

M. Durandeau sentit son cœur battre si vite dans sa poitrine qu'il ressentait la répercussion, lui sembla-t-il, jusque dans son cerveau.

Évidemment une bague approchait, et cette bague devait porter sur l'amant ou la femme adulte.

## La rixe mortelle de Fives-Lille

### Le cordonnier Persyn a avoué avoir participé à la séc.

M. Richard, juge d'instruction à Lille, avait convoqué, hier matin, dans son cabinet, les trois jeunes gens qui, de loin, assistèrent à la rixe nocturne de Fives-Lille, au cours de laquelle Eugène Rocas fut mortellement blessé.

Les trois témoins déclareront se souvenir avoir vu un individu qui fuyait et dont le signalisation correspondait assez avec celui du cordonnier Sébastien Persyn, arrêté avant-hier.

Léon Ringot, dit « grand Léon », et Marius Ségar, les deux camarades de la victime, furent à nouveau interrogés. Ségar confirma qu'il était également à l'origine de l'affrontement, mais qu'il n'avait pas été blessé.

Leur récit démontre que, dès 20 h. 45, devenu

à la délibération l'assassinat puise abour de l'entretien positif. Il faut que, quand on appelle devant les nations, de toutes les nations, tombe le cri, Un seul non, et tout sera perdu.

C'est vite fini, les efforts les plus admirables sont réduits à néant,

Le Pacte de Paris

Le Pacte de Paris est un contrat international qui met entre la main des peuples comme un dépôt la garantie de toute association. Mais les sanctions morales ne sont pas suffisantes.

Mais les sanctions morales ne sont pas suffisantes.

Pour prouver que les forces romaines comptent de plus en plus, M. Brand montre alors l'Allemagne ne cessant de se défendre d'avoir la responsabilité de l'abominable catastrophe de 1914.

« On est sûr, ajoute-t-il, qu'il n'est plus un remble qui excepterait bénévolement devant le monde une telle responsabilité. » Viva l'armée !

Après avoir souligné que le pacte de Paris ne défit rien, M. Brand termine par ces termes :

« Les Nations, qui ont signé le pacte de Paris, ont rendu la discussion au Sénat Américain. Des orateurs ont pu dire que l'Amérique devrait également se signaler par son rôle qui aurait déclaré la guerre. Irritamment ou, au contraire, avec une certaine gêne, il demande la permission de l'Amérique d'un acte concrète. C'est l'Amérique qui possède la partie pour la faire échouer. Elles déclinent ce pacte si aucun signataire de ce pacte venait à échouer. Cela en provoquant une énergie, le gouvernement américain accepterait sans doute l'entente. Les Américains ont voté pour la guerre. Il faut que l'on puisse donner à celle-ci un ton criminel. Le moyen de permettre aux criminels d'en tirer bénéfice. Il y a donc, il y aurait aux États-Unis une telle révolte de la conscience nationale, que ce serait une impossibilité morale. » (Appl.)

Après avoir souligné que le pacte de Paris ne défit rien, M. Brand termine par ces termes :

« Les Nations, qui ont signé le pacte de Paris, ont rendu la discussion au Sénat Américain. Des orateurs ont pu dire que l'Amérique devrait également se signaler par son rôle qui aurait déclaré la guerre. Irritamment ou, au contraire, avec une certaine gêne, il demande la permission de l'Amérique d'un acte concrète. C'est l'Amérique qui possède la partie pour la faire échouer. Elles déclinent ce pacte si aucun signataire de ce pacte venait à échouer. Cela en provoquant une énergie, le gouvernement américain accepterait sans doute l'entente. Les Américains ont voté pour la guerre. Il faut que l'on puisse donner à celle-ci un ton criminel. Le moyen de permettre aux criminels d'en tirer bénéfice. Il y a donc, il y aurait aux États-Unis une telle révolte de la conscience nationale, que ce serait une impossibilité morale. » (Appl.)

La sécurité des peuples

Je considère pourtant le ministre des Affaires étrangères, il y a dans le Pacte de Paris une volonté morale qui est un nouvel acte de la guerre, mais je serais bien ravi si vous disiez : cela est suffisant. Le Pacte doit entraîner les peuples dans le vole du désarmement. Dans cette voie, la France est obligée, sans doute, de tenir compte de certaines considérations. Les gouvernements qui n'avaient pas certaines préoccupations n'avaient pas le sens de leur sécurité, lors de leur service à cause de la nécessité de faire courir au moins un certain danger de guerre. (Appl. à droite et à centre). Il ne fait pas que les gouvernements sévères saluent les victimes de leur générosité. (Appl. même banc).

Conclusion.

M. BRIAND conclut : « Je vous dis dans ces conditions : c'est un Pacte qui peut être ratifié sans arrière-pensée politique, car il dénonce la guerre comme un crime. Les représentants de la France ne peuvent-ils pas le ratifier à l'unanimité ? Si cette unanimité ne se réalise pas, j'espère du moins que le nombre des votants fera oublier certaines déféctions absolument incompréhensibles. »

Le ministre des Affaires étrangères, quand il regarda la salle, étonnamment applaudissante pour l'unanimité de la Chambre, & l'exception de quelques communistes.

La séance fut suspendue ensuite pour quelques instants.

### Explanations de vote

A la reprise, le lieutenant-colonel FABRY expose les raisons pour lesquelles ses amis votent pour. Il demande que les nations de bonnes fées s'engagent vers le désarmement et il réclame des sanctions immédiates contre tout agresseur.

M. Paul SIMON déclare, au nom des démo-crates populaires, qu'il votera la ratification du Pacte en se faisant honneur de ce vote. La discussion générale est close.

Le Président lit l'article unique ainsi concu : « Le Président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter le pacte de paix. » M. L. Dumont, Bertrand de la Ferronnay, Duval Arnould, l'abbé Drangéras disent qu'ils voteront.

Enfin, l'article unique du projet de loi, mis au point, est adopté par 570 voix contre 15.

M. BRIAND dépose sur le bureau de la Chambre le projet concernant le gouvernement à adhérer à l'acte général d'arbitrage.

Et la séance est levée.

### MM. Vidal et Des Rotours élus secrétaires

À l'issue de la séance, la Chambre a procédé à l'élection de deux secrétaires, MM. MM. Vidal et Des Rotours ont été élus par 295 et 290 voix.

# Roubaix

BUREAUX : 45, Rue de la Gare (Téléph. 8-84) — DÉPÔT DE VENDEUR : 78, Grande-Rue

### Les mauvaises rencontres

Vers 14 h. 45, une collision s'est produite, sans gravité, rue de l'Alouette, devant la maison Louis Lebon, à l'angle de la rue de l'Alouette et de la rue de l'Alouette. Le conducteur, M. Joseph Cassel, 29 ans, rue Decréme, a été heureux par le car GR, piloté par M. Maurice Lebrun, 5, rue Nigré, à Wattrelos. Dégâts matériels.

Les deux témoins déclareront se souvenir avoir vu un individu qui fuyait et dont le signalisation correspondait assez avec celui du cordonnier Sébastien Persyn, arrêté avant-hier.

Léon Ringot, dit « grand Léon », et Marius Ségar, les deux camarades de la victime, furent à nouveau interrogés.

Ségar confirma qu'il était également à l'origine de l'affrontement, mais qu'il n'avait pas été blessé.

Leur récit démontre que, dès 20 h. 45, devenu

à la délibération l'assassinat puise abour de l'entretien positif. Il faut que, quand on appelle devant les nations, de toutes les nations, tombe le cri, Un seul non, et tout sera perdu.

C'est vite fini, les efforts les plus admirables sont réduits à néant,

Le Pacte de Paris

Le Pacte de Paris est un contrat international qui met entre la main des peuples comme un dépôt la garantie de toute association. Mais les sanctions morales ne sont pas suffisantes.

Mais les sanctions morales ne sont pas suffisantes.

Pour prouver que les forces romaines comptent de plus en plus, M. Brand montre alors l'Allemagne ne cessant de se défendre d'avoir la responsabilité de l'abominable catastrophe de 1914.

« On est sûr, ajoute-t-il, qu'il n'est plus un remble qui excepterait bénévolement devant le monde une telle responsabilité. » Viva l'armée !

Après avoir souligné que le pacte de Paris ne défit rien, M. Brand termine par ces termes :

« Les Nations, qui ont signé le pacte de Paris, ont rendu la discussion au Sénat Américain. Des orateurs ont pu dire que l'Amérique devrait également se signaler par son rôle qui aurait déclaré la guerre. Irritamment ou, au contraire, avec une certaine gêne, il demande la permission de l'Amérique d'un acte concrète. C'est l'Amérique qui possède la partie pour la faire échouer. Elles déclinent ce pacte si aucun signataire de ce pacte venait à échouer. Cela en provoquant une énergie, le gouvernement américain accepterait sans doute l'entente. Les Américains ont voté pour la guerre. Il faut que l'on puisse donner à celle-ci un ton criminel. Le moyen de permettre aux criminels d'en tirer bénéfice. Il y a donc, il y aurait aux États-Unis une telle révolte de la conscience nationale, que ce serait une impossibilité morale. » (Appl.)

La sécurité des peuples

Je considère pourtant le ministre des Affaires étrangères, il y a dans le Pacte de Paris une volonté morale qui est un nouvel acte de la guerre, mais je serais bien ravi si vous disiez : cela est suffisant. Le Pacte doit entraîner les peuples dans le vole du désarmement. Dans cette voie, la France est obligée, sans doute, de tenir compte de certaines considérations. Les gouvernements qui n'avaient pas certaines préoccupations n'avaient pas le sens de leur sécurité, lors de leur service à cause de la nécessité de faire courir au moins un certain danger de guerre. (Appl. à droite et à centre). Il ne fait pas que les gouvernements sévères saluent les victimes de leur générosité. (Appl. même banc).

Conclusion.

M. BRIAND conclut : « Je vous dis dans ces conditions : c'est un Pacte qui peut être ratifié sans arrière-pensée politique, car il dénonce la guerre comme un crime. Les représentants de la France ne peuvent-ils pas le ratifier à l'unanimité ? Si cette unanimité ne se réalise pas, j'espère du moins que le nombre des votants fera oublier certaines déféctions absolument incompréhensibles. »

Le ministre des Affaires étrangères, quand il regarda la salle, étonnamment applaudissante pour l'unanimité de la Chambre, & l'exception de quelques communistes.

La séance fut suspendue ensuite pour quelques instants.

### Explanations de vote

A la reprise, le lieutenant-colonel FABRY expose les raisons pour lesquelles ses amis votent pour. Il demande que les nations de bonnes fées s'engagent vers le désarmement et il réclame des sanctions immédiates contre tout agresseur.

M. Paul SIMON déclare, au nom des démo-crates populaires, qu'il votera la ratification du Pacte en se faisant hon